

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202234]

14 MARS 2024. — Décret modifiant la Partie 2 du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 150 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié; par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application du présent livre, on entend par :

1^o personnes étrangères : les personnes ne possédant pas la nationalité belge, séjournant de manière durable ou temporaire sur le territoire de la région de langue française;

2^o intégration : le processus interactif et dynamique à double sens d'acceptation mutuelle ayant pour objectif de permettre à toute personne qui a son domicile ou sa résidence habituelle en Région wallonne, indépendamment de sa nationalité, de participer, dans le respect des principes d'égalité, à tous les domaines de la société. Ce processus est basé sur la réciprocité des droits et des devoirs impliquant tant les migrants et leurs descendants que la société d'accueil dans son ensemble;

3^o UE+ : les pays de l'Union européenne, complété par les pays de l'Espace économique européen et par la Suisse;

4^o personnes primo-arrivantes : les personnes étrangères séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans et disposant d'un titre de séjour de plus de trois mois, à l'exception des citoyens d'un état membre de l'UE+, et des membres de leur famille;

5^o MENA : le mineur étranger non accompagné tel que défini par la loi programme (i) du 24 décembre 2002 en ce qui concerne la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, d'au moins 16 ans et mis en autonomie;

6^o ancien MENA : le jeune âgé de 18 à 22 ans, anciennement mineur étranger non accompagné;

7^o le plan local d'intégration : le plan qui favorise l'intégration des personnes étrangères, en mettant en évidence leurs besoins spécifiques et en définissant les stratégies à développer pour mieux les rencontrer, sur chaque territoire couvert par un centre visé au Titre IV;

8^o interprétariat en milieu social : le dispositif facilitant la communication entre les personnes ne parlant pas la langue française et les professionnels des secteurs psycho-médico-sociaux et administratifs en vue de leur permettre l'accès aux prestations de services;

9^o service d'interprétariat en milieu social : l'opérateur qui dispense l'offre d'interprétariat en milieu social aux personnes morales, publiques ou privées, organisant un service dans le contexte social et qui en font la demande;

10^o le service utilisateur : la personne morale, publique ou privée, organisant un service dans le contexte social, qui fait appel à un service d'interprétariat en milieu social;

11^o centres : les centres régionaux d'intégration visés au Titre IV du Livre II de la deuxième Partie du Code;

12^o plateformes : les groupes de travail organisés par les centres ayant pour objectif l'accompagnement collectif et la coordination de l'offre des initiatives locales d'intégration et des acteurs locaux sur les thématiques en lien avec les missions couvertes par leur agrément. »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « au sens de l'alinéa 1^{er}, 3^o » sont remplacés par les mots « au sens de l'alinéa 1^{er}, 4^o ».

Art. 3. Dans l'article 151 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, le 1^o est complété par les mots suivants : « par la lutte contre le racisme et contre toutes les formes de discriminations y compris celles basées sur le genre ».

Art. 4. L'article 151/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, est abrogé.

Art. 5. L'article 151/2 du même Code, inséré par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 151/2. Un comité de concertation, regroupant des représentants de l'observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères, des centres, des organismes d'interprétariat en milieu social, des initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et des services d'accompagnement des MENA et anciens MENA est créé.

Le comité de concertation a pour objectif l'échange d'information sectorielle, la remise d'avis et le suivi des activités des opérateurs visés à l'alinéa 1^{er}.

La composition du comité de concertation est fixée par le Gouvernement. ».

Art. 6. Dans la Partie 2, Livre II, Titre III, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « primo-arrivants » sont à chaque fois remplacés par les mots « personnes primo-arrivantes », les mots « du primo-arrivant » sont à chaque fois remplacés par les mots « de la personne primo-arrivante »;

2^o les mots « attestation de fréquentation » sont à chaque fois remplacés par les mots « attestation de fin de parcours »;

3^o les mots « sur la proposition du Comité de coordination visé à l'article 151/1 » et « sur proposition du Comité de coordination visé à l'article 151/1 » sont à chaque fois abrogés.

Art. 7. Dans l'article 152 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié en dernier lieu par le décret du 8 novembre 2018, l'alinéa 4 est complété par la phrase « Le Gouvernement peut exercer cette compétence d'information. » et le mot « orientés » est remplacé par le mot « orientées ».

Art. 8. Dans l'article 152/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Le contenu et la forme du module d'accueil visé à l'article 152, alinéa 1^{er}, 1^o » sont remplacés par les mots « Les modalités d'organisation du module d'accueil visé à l'article 152, alinéa 2, 1^o, », le mot « soumis » est remplacé par le mot « soumises » et le mot « fixés » est remplacé par le mot « fixées »;

b) dans l'alinéa 2, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o une aide à l'accomplissement des démarches administratives ou une orientation vers les services d'aide adéquats; »;

c) dans l'alinéa 2, 4^o, les mots « d'évaluation de niveau de » sont remplacés par les mots « de positionnement en »;

d) dans l'alinéa 4, le mot « l' » est remplacé par le mot « un » et les mots « interprétariat social » sont remplacés par « interprétariat en milieu social ».

Art. 9. Dans l'article 152/3 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er} :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le bilan social vise à :

1^o confirmer le caractère obligatoire du suivi du parcours d'intégration;

2^o identifier les besoins de la personne primo-arrivante sur la base de ses compétences et expériences personnelles et évaluer ses acquis pour lui permettre de les valoriser;

3^o identifier les besoins en accompagnement. »;

b) dans l'alinéa 3, les mots « dans un délai d'un mois » sont remplacés par les mots « et l'informe de la finalité du traitement de données qui y sont collectées dans un délai de trois mois »;

c) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les données récoltées dans le cadre du bilan social auprès de la personne primo-arrivante concernent le sexe, la nationalité, le statut de séjour en Belgique, la santé et la famille pour l'objectif visé à l'alinéa 2, 1^o, le diplôme et l'emploi pour l'objectif visé à l'alinéa 2, 1^o et 2^o, le logement et la sécurité sociale pour l'objectif visé à l'alinéa 2, 3^o. Ces données sont encodées dans l'outil visé à l'article 152/9. »;

d) dans l'alinéa 5, les mots « à caractère privé » et les mots « et dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » sont abrogés;

e) un alinéa 6 rédigé comme suit est inséré :

« Les données sensibles doivent être traitées par un professionnel de la santé soumis à une obligation de secret professionnel ou sous sa responsabilité, ou par une autre personne également soumise à une obligation de secret. »;

2^o dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le primo-arrivant » sont remplacés par « celle-ci »;

b) dans l'alinéa 2, le mot « comporte » est remplacé par le mot « prévoit » et les mots « orientation socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté »;

c) dans l'alinéa 3, les mots « orientation socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté » et le mot « la » est inséré entre le mot « sur » et le mot « base »;

d) l'alinéa 4 est abrogé;

3^o dans le paragraphe 5, les mots « sur la proposition du comité de coordination » sont abrogés et le mot « Convention » est remplacé par le mot « convention ».

Art. 10. Dans l'article 152/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de pouvoirs publics » sont abrogés;

2^o dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er} :

1) les mots « Les modules de » sont remplacés par le mot « La »;

2) le mot « seize » est remplacé par le mot « trente-deux »;

3) le mot « comportent » est remplacé par le mot « comporte »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « totales ou partielles » sont abrogés;

c) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les centres effectuent le test de positionnement visé à l'article 152/1, alinéa 2, 4^o, ainsi qu'un test de validation des acquis au terme de la session. Le Gouvernement peut déléguer ces compétences. »;

3^o dans l'alinéa 4, les mots « sur proposition du comité de coordination visé à l'article 151/1 » sont remplacés par les mots « sur proposition du Comité de concertation visé à l'article 151/2. ».

Art. 11. Dans l'article 152/5 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de pouvoirs publics » sont abrogés;

b) dans l'alinéa 2, 4°, les mots « dans le cadre d'un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités » sont remplacés par les mots « selon les modalités déterminées par le Gouvernement »;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « huit »;

b) dans l'alinéa 2, 10°, les mots « l'égalité des chances et des genres » sont remplacés par les mots « l'égalité des chances, par la lutte contre toutes les formes de discrimination y compris celles liées à la lutte contre le racisme et celles basées sur le genre »;

c) dans l'alinéa 3, les mots « Le Comité de coordination visé à l'article 151/1 fixe, sur proposition des centres » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement, sur proposition de l'Observatoire, fixe »;

d) il est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités d'organisation de la formation à la citoyenneté. »;

3° il est complété par un paragraphe 3 et un paragraphe 4 rédigés comme suit :

« § 3. La formation à la citoyenneté est organisée en français ou dans une langue comprise par la personne primo-arrivante.

La personne ayant obtenu en moyenne un niveau de français inférieur au niveau A2 lors du test de positionnement est orientée par le centre vers une formation dispensée dans une langue comprise par la personne primo-arrivante.

Le Gouvernement détermine les compétences minimales supplémentaires des formateurs à la citoyenneté en cas de formation dispensée dans une autre langue que le français.

§ 4. Les formations à la citoyenneté, les cours d'intégration ou l'orientation sociale suivis et reconnus dans une autre Communauté ou Région de Belgique sont assimilés à la formation à la citoyenneté dispensée en Région wallonne de langue française. ».

Art. 12. Dans l'article 152/6 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « orientation socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots

« orientation vers un dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté »;

2° il est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation de cette orientation. ».

Art. 13. Dans l'article 152/7 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, par le décret du 8 novembre 2018 et par le décret du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er} :

1) à l'alinéa 1^{er}, les mots « se présente au » sont remplacés par les mots « prend contact avec le »;

2) à l'alinéa 2, le mot « inscrit » est remplacé par le mot « inscrite »;

3) l'alinéa 2 est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Le Gouvernement peut exercer cette compétence d'information. »;

b) dans le paragraphe 2, les mots « dix-huit mois » sont remplacés par les mots « trois ans » et les phrases « Le Gouvernement peut proroger ce délai. Il fixe les modalités qui régissent la procédure de prorogation » sont abrogées;

c) les paragraphes 3, 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

« § 3. Sont dispensés des obligations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 :

1° les personnes ayant déjà obtenu l'attestation visée au paragraphe 2, ou toute autre attestation de ce type délivrée par une autre communauté ou région de Belgique;

2° les personnes qui présentent un certificat médical attestant de l'impossibilité de suivre ou de poursuivre le parcours d'intégration;

3° les personnes qui, moyennant une attestation médicale, prouvent qu'elles apportent une assistance à un membre de la famille, tel que défini à l'article 150, alinéa 2, rendant impossible le suivi ou la poursuite du parcours d'intégration;

4° les personnes qui ont obtenu un certificat ou un diplôme dans l'enseignement belge;

5° les personnes âgées de moins de 18 ans ou de 65 ans et plus;

6° les personnes exerçant une activité professionnelle salariée ou dans le cadre d'un contrat d'apprentissage au minimum à mi-temps pendant plus de trois mois;

7° les personnes exerçant une activité professionnelle en tant qu'indépendant à titre principal au minimum à mi-temps pendant plus de trois mois;

8° les personnes exerçant une activité professionnelle en tant que travailleur intérimaire cumulant une période d'activité de plus de trois mois au minimum à mi-temps;

9° les conjoints aidants apportant une aide effective au minimum à mitemps pendant plus de trois mois;

10° les personnes suivant une formation professionnelle pré-qualifiante ou qualifiante de minimum dix-huit heures par semaine pendant plus de trois mois;

11° les personnes qui bénéficient de la protection temporaire visée aux articles 57/29 à 57/36 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès du territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

12° les étudiants réguliers et les étudiants d'échange de l'enseignement secondaire ou supérieur d'un établissement reconnu par les autorités belges;

13° les personnes bénéficiant d'une bourse pour l'obtention d'un doctorat et les enseignants collaborant au sein d'une institution d'enseignement supérieur reconnue par les autorités belges;

14° les ressortissants turcs et les ressortissants d'États ayant conclu des accords d'association avec l'Union européenne contenant une clause de *standstill* identique à celle qui régit les rapports entre l'Union européenne et la Turquie.

Les membres de la famille visés au 3° sont les conjoints, les descendants directs à charge et les ascendants directs à charge.

§ 4. Les personnes ayant déjà accompli une ou plusieurs étapes d'un parcours d'intégration organisé dans une autre communauté ou région de Belgique sont dispensées de cette ou ces étapes, à l'exception de la formation linguistique dans une autre langue que le français.

§ 5. La personne primo-arrivante est soumise à l'obligation visée au paragraphe 2, jusqu'à ce qu'elle ait obtenu l'attestation visée à l'article 152/3, § 4, à l'exception :

1° de la personne primo-arrivante qui remplit une des conditions reprises au paragraphe 3 à l'une ou l'autre étape de son parcours;

2° de la personne primo-arrivante qui reçoit un ordre de quitter le territoire ou qui quitte le territoire volontairement;

3° de la personne primo-arrivante qui ne réside plus dans une commune wallonne de région de langue française. La personne primo-arrivante qui réside à nouveau dans une commune wallonne de région de langue française avant l'expiration du délai visé au paragraphe 2 est de nouveau soumise à l'obligation visée au paragraphe 2. »;

d) il est complété par un paragraphe 6 et un paragraphe 7 rédigés comme suit :

« § 6. Le centre délivre une attestation de dispense à la personne primo-arrivante qui remplit une des conditions reprises au paragraphe 3.

§ 7. La personne primo-arrivante détenue dans un centre d'établissement pénitentiaire bénéficie d'une suspension du délai visé au paragraphe 2 et ce jusqu'à la fin de sa détention. ».

Art. 14. Dans l'article 152/8 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le mot « mis » est remplacé par le mot « mise », le mot « réputé » est remplacé par le mot « réputée », les mots « s'il » sont remplacés par les mots « si elle » et les mots « du parcours d'intégration » sont abrogés;

b) dans l'alinéa 2, les mots « du Code » sont abrogés;

c) dans l'alinéa 3, le mot « il » est remplacé par le mot « elle » et le mot « trois » est remplacé par le mot « douze »;

2° dans le paragraphe 3, les mots « du Code » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 4 :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « pour constater les infractions et » sont insérés entre le mot « compétent » et le mot « pour » et les mots « de constater et » sont insérés entre le mot « chargés » et les mots « d'infliger »;

b) il est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« L'amende administrative est infligée dans un délai maximum de deux ans suivant la constatation de l'infraction. »;

4° dans le paragraphe 5 :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ce dernier » sont remplacés par les mots « cette dernière », le mot « entendu » est remplacé par le mot « entendue », le mot « assisté » est remplacé par le mot « assistée » et le mot « représenté » est remplacé par le mot « représentée »;

b) un alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 rédigé comme suit :

« Lorsque la personne primo-arrivante ne se voit pas infliger d'amende administrative en raison de l'acceptation des moyens de défense, elle satisfait à l'obligation visée à l'article 152/7, § 2, dans un délai de douze mois à dater de la notification de la décision de ne pas lui infliger une amende administrative. »;

c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La décision d'infliger une amende administrative a force exécutoire à l'expiration d'un délai de soixante jours calendrier à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'exercice du recours prévu au § 6. »;

5° le paragraphe 5/1 est abrogé;

6° dans le paragraphe 6, alinéa 2, les mots « deux mois » sont remplacés par les mots « soixante jours »;

7° le paragraphe 7 est complété par ce qui suit :

« L'action en paiement de l'amende administrative se prescrit après cinq ans, à compter du jour de sa naissance. La prescription est interrompue selon le mode et aux conditions prescrites à l'article 2244 du Code civil. »;

8° dans le paragraphe 8, les mots « au plus tard le 1^{er} janvier 2017. Le Gouvernement peut proroger le délai de 2 ans » sont abrogés.

Art. 15. Dans le Titre III du même Code, le chapitre 5 comportant les articles 152/10 et 152/11, inséré par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

Art. 16. Dans le Titre III du même Code, le chapitre 4, abrogé par le décret du 8 novembre 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Traitement des données à caractère personnel ».

Art. 17. L'article 152/9, abrogé par le décret du 8 novembre 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 152/9. § 1^{er}. Un outil de suivi informatisé du parcours d'intégration est créé par le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale.

Cet outil permet :

1° aux centres, de créer des dossiers individuels confidentiels au nom de chaque personne étrangère entamant un parcours d'intégration, de suivre les dossiers et de joindre les documents et attestations utiles et nécessaires;

2° au Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale, de contrôler l'application de la réglementation relative au parcours d'intégration et d'assurer le suivi des sanctions;

3° aux centres, d'assurer la gestion et l'organisation des formations dispensées dans le cadre du parcours d'intégration;

4° aux centres et au Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale, d'assurer le suivi statistique relatif au parcours d'intégration. Les données récoltées dans ce cadre sont anonymisées.

Les données recueillies ne peuvent être traitées qu'aux finalités énumérées ci-dessus.

§ 2. Les données récoltées et traitées dans l'outil de suivi informatisé sont toutes celles nécessaires à la réalisation du parcours d'intégration visé à l'article 152. Les catégories des données traitées sont reprises à l'article 152/3, § 1^{er}, alinéas 4 et 5.

Les données récoltées sont consultables uniquement par les centres et le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale.

§ 3. Les centres et le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale sont responsables conjoints du traitement des données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 2 au regard de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel. Les modalités liées à l'allocation des responsabilités sont établies dans une convention.

§ 4. Les données récoltées dans le cadre des finalités reprises au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, sont conservées de manière sécurisée pendant trois ans à partir de la clôture du dossier à l'exception des données devant figurer sur l'attestation de fin de parcours qui sont conservées dix ans. Le dossier est clôturé lorsque l'attestation de fin de parcours est délivrée, lorsqu'une des conditions reprises à l'article 152/7, § 5, est rencontrée ou lorsque la personne est décédée.

§ 5. Les données reprises dans l'outil de suivi sont partagées entre les centres et le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale. Chaque centre a accès uniquement aux données en lien avec les personnes étrangères relevant de leur ressort territorial. En cas de déménagement, les données sont transférées de manière sécurisée vers le centre compétent via l'outil de suivi.

§ 6. Le Gouvernement peut déterminer des conditions plus précises de mise à disposition, d'adaptation et d'utilisation de l'outil de suivi informatisé du parcours d'intégration et de l'échange de données électroniques. Il peut étendre l'utilisation de l'outil de suivi informatisé aux initiatives locales d'intégration en charge des missions d'apprentissage de la langue française et de la formation la citoyenneté pour la gestion des formations aux conditions du présent article. ».

Art. 18. Dans l'intitulé du Titre IV du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, les mots « pour l' » sont remplacés par le mot « d' ».

Art. 19. Dans l'article 153 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016 et par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ont pour missions :

1° de développer, mettre en oeuvre et organiser le parcours d'intégration conformément aux articles 152 et suivants;

2° d'accompagner les initiatives locales d'intégration des personnes étrangères, visées aux articles 154 et suivants, d'organiser les plateformes visées à l'article 150, 11°, et coordonner des activités d'intégration dans le cadre des plans locaux d'intégration;

3° d'encourager la participation sociale, économique et politique des personnes étrangères et les échanges interculturels;

4° de coordonner des activités d'intégration dans leur ressort territorial;

5° de contribuer à l'insertion sociale et socioprofessionnelle des personnes étrangères en assurant la complémentarité avec les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle existants;

6° de former et de sensibiliser les intervenants interagissant directement ou indirectement avec des personnes étrangères aux enjeux liés à leur intégration;

7° de fournir à l'observatoire visé à l'article 153/8 des données statistiques anonymes sur le plan local;

8° de se concerter avec les autres centres afin de mener des politiques cohérentes sur tout le territoire de la région de langue française. »;

b) un alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 rédigé comme suit :

« Pour la mise en oeuvre de la mission visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, les centres collaborent avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi conformément à la section 2 du chapitre 4 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi. ».

Art. 20. L'article 153/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 153/2. Pour être agréés, les centres répondent aux conditions suivantes :

1° exercer les missions visées à l'article 153;

2° disposer de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel et des bénéficiaires et permettant le cas échéant l'entretien confidentiel, ainsi que d'un secrétariat et d'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins vingt personnes;

3° comprendre dans ses organes d'administration et de gestion, des pouvoirs publics et des associations qui disposent de la parité des voix;

4° bénéficier d'une évaluation positive du Gouvernement en matière de gestion administrative et comptable et pour l'exercice des missions faisant l'objet de la demande d'agrément.

Les locaux visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, répondent aux conditions de salubrité et de sécurité.

Le Gouvernement définit les critères d'évaluation en matière de gestion administrative et comptable visé à l'alinéa 1^{er}, 4°.

Les centres peuvent introduire, auprès du Ministre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, une demande de dérogation à la condition visée au 3°. ».

Art. 21. Les articles 153/3 et 153/4 du même Code, insérés par le décret du 27 mars 2014, sont abrogés.

Art. 22. Dans l'article 153/5 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou par envoi électronique »;

2° la phrase « Le dossier comporte au minimum :

1° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis;

2° les conventions de partenariat liées aux activités développées;

3° l'organigramme du personnel;

4° la liste des locaux. » est abrogée.

Art. 23. Dans l'article 153/7 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer aux centres une subvention annuelle à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement liées à la réalisation des missions visées à l'article 153. ».

Art. 24. Dans le Livre II du même Code, il est inséré un Titre IV/1 intitulé « Observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères ».

Art. 25. Dans le Titre IV/1 inséré par l'article 24, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Missions ».

Art. 26. L'article 153/8, abrogé par le décret du 8 novembre 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 153/8. L'observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères a pour missions :

1° de fournir un appui pédagogique, méthodologique, analytique et formatif au secteur de l'intégration des personnes étrangères;

2° d'élaborer des analyses, propositions et recommandations et de transmettre au Gouvernement, tous les cinq ans, une évaluation de la politique d'intégration et des propositions visant à améliorer celle-ci;

3° de répondre aux sollicitations diverses du Gouvernement pour fournir des informations lors d'études ou d'enquêtes sur les thématiques de l'intégration et de la diversité;

4° de favoriser les politiques transversales d'intégration;

5° de proposer au Gouvernement la liste des indicateurs statistiques à adopter pour permettre l'identification des besoins et l'évaluation de la politique d'intégration;

6° de collecter et de transmettre annuellement au Gouvernement les données quantitatives du parcours d'intégration;

7° de coordonner l'offre et la demande de formation à la langue française en Région wallonne selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'évaluation visée au 2° analyse notamment l'impact de la politique d'intégration sur l'emploi et la réduction de la pauvreté des personnes étrangères. ».

Art. 27. Dans le Titre IV/1, inséré par l'article 24, il est inséré un chapitre 2 intitulé « Agrément ».

Art. 28. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 27, il est inséré un article 153/9 rédigé comme suit :

« Art. 153/9. Le Gouvernement peut agréer un observatoire de l'intégration des personnes étrangères, ci-après dénommé « l'observatoire », qui répond aux conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif, d'une fondation, d'un établissement d'utilité publique, d'un pouvoir local ou d'une association internationale sans but lucratif dont le siège d'activités est situé en Wallonie dans la région de langue française;

2° exercer les missions visées à l'article 153/8 sur l'ensemble du territoire de la région de langue française;

3° disposer de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions et à l'accueil de leur personnel et répondant aux conditions de salubrité et de sécurité;

4° disposer de moyens humains pour répondre aux missions visées à l'article 153/8;

5° développer des dispositifs formatifs en lien avec la politique d'intégration;

6° comprendre, dans ses organes d'administration et de gestion, des pouvoirs publics et des associations;

7° bénéficier d'une évaluation positive du Gouvernement en matière de gestion administrative et comptable et pour l'exercice des missions faisant l'objet de la demande d'agrément.

Le Gouvernement fixe les critères d'évaluation en matière de gestion administrative et comptable visés à l'alinéa 1^{er}, 7^o. ».

Art. 29. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 153/10 rédigé comme suit :

« Art. 153/10. L'observatoire introduit sa demande d'agrément auprès du Gouvernement par envoi recommandé ou par envoi électronique.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier d'agrément. ».

Art. 30. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 153/11 rédigé comme suit :

« Art. 153/11. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Si plusieurs associations remplissent les conditions visées à l'article 153/9, une sélection est effectuée.

Le Gouvernement détermine les responsables de la sélection ainsi que ses modalités.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent Livre ou des dispositions fixées en vertu du présent Livre.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait d'agrément. ».

Art. 31. Dans le Titre IV/1, inséré par l'article 24, il est inséré un chapitre 3 intitulé « Subventionnement ».

Art. 32. Dans le chapitre 3, inséré par l'article 31, il est inséré un article 153/12 rédigé comme suit :

« Art. 153/12. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer à l'observatoire agréé une subvention annuelle à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement liées à la réalisation des missions visées à l'article 153/8.

Le Gouvernement arrête les modalités, le montant, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi de cette subvention. ».

Art. 33. Dans le Titre IV/1, inséré par l'article 24, il est inséré un chapitre 4 intitulé « Comité d'accompagnement ».

Art. 34. Dans le chapitre 4, inséré par l'article 33, il est inséré un article 153/13 rédigé comme suit :

« Art 153/13. Un comité d'accompagnement chargé du suivi des missions de l'observatoire est créé.

Le Gouvernement précise la composition et les modalités de fonctionnement de ce comité d'accompagnement. ».

Art. 35. Dans l'article 154 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots « locales d'intégration » sont insérés entre le mot « initiatives » et le mot « rencontrent »;

b) l'alinéa 2 est complété par des 5^o et 6^o rédigés comme suit :

« 5^o la promotion de l'interculturalité;

6^o la lutte contre le racisme. »;

c) il est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités d'exercice des missions visées à l'alinéa 2. ».

Art. 36. L'intitulé du chapitre 2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit : « Agrément et programmation ».

Art. 37. Dans l'article 154/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er} :

1) les mots « , des pouvoirs locaux, des établissements d'utilité publique ou des fondations » sont insérés entre le mot « lucratif » et le mot « qui »;

2) au 2^o, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

3) le 3^o est complété par les mots « pour l'ensemble des activités de l'association sans but lucratif ou du pouvoir local »;

4) au 4^o, le mot « et » est inséré entre le mot « missions, » et les mots « à l'accueil » et les mots « , permettant l'entretien confidentiel, ainsi que d'un secrétariat et d'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins vingt personnes » sont abrogés;

5) au 6^o, le mot « activités » est remplacé par le mot « missions »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er}, 4^o, » et les mots « et sont ouverts au moins cinq jours par semaine » sont remplacés par « et aux conditions fixées par le Gouvernement »;

c) l'alinéa 3 est complété par les mots suivants :

« , le volume d'activités minimum requis, et les critères d'évaluation en matière de gestion administrative et comptable visés à l'alinéa 1^{er}, 6^o »;

d) il est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement est habilité à fixer une programmation visant à assurer sur l'ensemble du territoire wallon une offre correspondant aux missions visées à l'article 154, alinéa 2. ».

Art. 38. Dans l'article 154/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou par envoi électronique »;

2^o la phrase « Ce dossier comporte au minimum :

1^o la description des activités faisant l'objet de la demande d'agrément;

2^o les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis;

3^o les conventions de partenariat liées aux activités développées;

4^o l'organigramme du personnel;

5^o la liste des locaux. » est abrogée.

Art. 39. L'article 154/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 154/4. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères une subvention annuelle à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement liées à la réalisation des missions visées à l'article 154, alinéa 2.

Le Gouvernement arrête les modalités, le montant, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi de cette subvention. ».

Art. 40. Les articles 155/1 et 155/5 du même Code, insérés par le décret du 27 mars 2014, sont abrogés.

Art. 41. L'article 155/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 155/2. Le Gouvernement peut agréer un ou plusieurs organismes d'interprétariat social chargés d'organiser l'offre d'interprétariat en milieu social, ci-après dénommés « organismes », aux conditions suivantes :

1^o être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif, d'une fondation, d'un établissement d'utilité publique, d'un pouvoir local dont le siège d'activités est situé en Wallonie dans la région de langue française;

2^o disposer de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions et à l'accueil de leur personnel et répondant aux conditions de salubrité et de sécurité;

3^o exercer les missions visées à l'article 155 en présentiel sur l'ensemble du territoire de la région de langue française;

4^o comprendre, dans ses organes d'administration et de gestion, des pouvoirs publics et des associations qui disposent de la parité des voix;

5^o disposer d'une équipe dont la composition minimale et les qualifications sont fixées par le Gouvernement;

6^o bénéficiaire d'une évaluation positive du Gouvernement en matière de gestion administrative et comptable et pour l'exercice des missions faisant l'objet de la demande d'agrément;

7^o couvrir un minimum de cinq langues parmi les plus demandées sur le territoire de la région de langue française.

Le Gouvernement fixe les critères d'évaluation en matière de gestion administrative et comptable visés à l'alinéa 1^{er}, 6^o. ».

Art. 42. Dans l'article 155/3 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou par envoi électronique »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « ainsi que la procédure d'appel aux candidatures » sont abrogés;

c) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 43. Dans l'article 155/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 44. L'article 155/6 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 155/6. Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, aux organismes agréés conformément aux articles 155/1 et suivants, une subvention annuelle à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement liées à la réalisation des missions visées à l'article 155.

Le Gouvernement arrête les modalités, le montant, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi de cette subvention. ».

Art. 45. Dans le Livre II du même Code, l'intitulé du Titre VI/1, inséré par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Services d'accompagnement à l'autonomie des mineurs étrangers non accompagnés et anciens mineurs étrangers non accompagnés ».

Art. 46. Dans le Titre VI/1 du même Code, il est inséré avant l'article 155/7, un chapitre 1^{er} intitulé « Missions ».

Art. 47. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 46, l'article 155/7 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 155/7. Les services d'accompagnement à l'autonomie des mineurs étrangers non accompagnés et anciens mineurs étrangers non accompagnés, ci-après dénommés « services d'accompagnement à l'autonomie des MENA », visent l'intégration des MENA et anciennement MENA, ci-après dénommés « les jeunes » et contribuent aux objectifs suivants :

1° atténuer les difficultés inhérentes à l'exil, à la vie en autonomie hors des milieux institutionnalisés et au passage à la vie adulte;

2° rompre l'isolement social et renforcer le réseau social;

3° favoriser l'émancipation, l'épanouissement et le sentiment de sécurité du jeune.

Les services d'accompagnement à l'autonomie des MENA rencontrent les missions suivantes :

1° accompagner le jeune de manière intensive et globale vers l'acquisition de l'autonomie et des responsabilités, au minimum dans tous les champs d'intervention suivants :

a) l'accès au logement et le maintien en logement;

b) le suivi socio-administratif;

c) la scolarité ou insertion socioprofessionnelle;

d) l'accès à la santé mentale et physique;

e) le développement de la vie sociale, familiale, culturelle ou sportive;

2° travailler en synergie avec les services, les institutions ou les personnes référentes avec lesquelles le jeune est en lien, dans le respect de la déontologie et du secret professionnel;

3° assurer la complémentarité avec les services internes ou externes existants, en ce compris les services développés dans le cadre de l'aide à la jeunesse;

4° orienter le jeune vers les structures ou services appropriés;

5° participer activement au réseau d'acteurs en charge du public afin de partager les bonnes pratiques et mener des réflexions communes dans le but d'améliorer la connaissance du public, la qualité des missions et l'expertise de façon continue.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exercice des missions visées à l'alinéa 2. ».

Art. 48. Dans le Titre VI/1 du même Code, il est inséré un chapitre 2 intitulé « Agrément et programmation ».

Art. 49. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 48, il est inséré un article 155/8 rédigé comme suit :

« Art. 155/8. § 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer en qualité de services d'accompagnement à l'autonomie des MENA des associations sans but lucratif, des fondations, des établissements d'utilité publique ou des pouvoirs locaux qui répondent aux conditions suivantes :

1° développer les missions visées à l'article 155/7, alinéa 2, sur le territoire de la région de langue française;

2° exercer les missions visées à l'article 155/7, alinéa 2, depuis au moins deux ans;

3° avoir effectué au moins trente accompagnements à l'autonomie du public visé à l'article 150, 5° et 6°, sur une période de deux ans;

4° disposer d'au moins un équivalent temps plein pour l'ensemble des activités de l'association sans but lucratif ou du pouvoir local;

5° disposer de locaux adaptés à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel et des bénéficiaires, permettant l'entretien confidentiel et répondant aux conditions de salubrité et de sécurité;

6° bénéficier d'une évaluation positive du Gouvernement en matière de gestion administrative et comptable et pour l'exercice des missions faisant l'objet de la demande d'agrément;

7° signer une charte déontologique commune aux services d'accompagnement à l'autonomie des MENA dont les modalités d'établissement sont déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement définit les qualifications, les titres et les diplômes du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, et les critères d'évaluation en matière de gestion administrative et comptable visés à l'alinéa 1^{er}, 6°.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à fixer une programmation des services d'accompagnement à l'autonomie des MENA agréés. ».

Art. 50. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 48, il est inséré un article 155/9 rédigé comme suit :

« Art. 155/9. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement, par envoi recommandé ou par envoi électronique.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. ».

Art. 51. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 48, il est inséré un article 155/10 rédigé comme suit :

« Art. 155/10. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent Livre ou des dispositions fixées en vertu du présent Livre.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément. ».

Art. 52. Dans le Titre VI/1 du même Code, il est inséré un chapitre 3 intitulé « Subventionnement ».

Art. 53. Dans le chapitre 3, inséré par l'article 52, il est inséré un article 155/11 rédigé comme suit :

« Art. 155/11. Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, aux services d'accompagnement à l'autonomie des MENA une subvention annuelle à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement liées à la réalisation des missions visées à l'article 155/7, alinéa 2.

Le Gouvernement arrête les modalités, les montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi de ces subventions. ».

Art. 54. Dans l'article 156, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « qu'ils jugent » sont abrogés.

Art. 55. L'article 157 du même Code, remplacé par le décret du 8 novembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art 157. § 1^{er}. Les associations sans but lucratif agréées en qualité de centre régional pour l'intégration des personnes étrangères au moment de l'entrée en vigueur du présent décret disposent d'un délai de maximum deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 153 à 153/7 et à leurs arrêtés d'exécution.

§ 2. Les associations agréées en qualité d'initiative locale d'intégration disposent d'un délai de maximum deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 154 à 154/4 et à leurs arrêtés d'exécution.

§ 3. L'association sans but lucratif agréée en qualité d'organisme d'interprétariat en milieu social au moment de l'entrée en vigueur du présent décret dispose d'un délai maximum de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 155 à 155/6 et à leurs arrêtés d'exécution. ».

Art. 56. L'article 157/1 du même Code, abrogé par le décret du 8 novembre 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 157/1. Les nouvelles dispositions du Titre III ne sont pas applicables aux personnes primo-arrivantes ayant commandé leur titre de séjour dans une commune de la région de langue française préalablement à la date d'entrée en vigueur du présent décret et de son arrêté d'exécution. ».

Art. 57. Le présent décret entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de son arrêté d'exécution.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 14 mars 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1610 (2023-2024) N° 1 à 7

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 mars 2024

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202234]

14 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van het tweede deel van Boek II van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 150 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen als volgt:

“Voor de toepassing van dit Boek wordt verstaan onder:

1° vreemdelingen: personen die niet over de Belgische nationaliteit beschikken en die duurzaam of tijdelijk op het grondgebied van het Franse taalgebied verblijven;

2° integratie: het interactieve en dynamische tweerichtingsproces van wederzijdse aanvaarding, dat tot doel heeft iedereen die gedomicilieerd is of zijn gewone verblijfplaats heeft in het Waalse Gewest, ongeacht zijn nationaliteit, in staat te stellen deel te nemen aan alle domeinen van de samenleving in overeenstemming met de beginselen van gelijkheid. Dit proces is gebaseerd op wederzijdse rechten en plichten van zowel migranten en hun nakomelingen als de gastgemeenschap als geheel;

3° EU+: de landen van de Europese Unie, plus de landen van de Europese Economische Ruimte en Zwitserland;

4° nieuwkomers: vreemdelingen die minder dan drie jaar legaal in België verblijven en in het bezit zijn van een verblijfsvergunning die meer dan drie maanden geldig is, met uitzondering van burgers van een EU+-lidstaat en hun gezinsleden;

5° NBMV: de niet-begeleide minderjarige vreemdeling, zoals bepaald in de programmawet (I) van 24 december 2002 betreffende de voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, die ten minste 16 jaar oud zijn;

6° voormalige NBMB: de jongere tussen 18 en 22 jaar, voorheen niet begeleide minderjarige vreemdeling;

7° het lokale integratieplan: het plan ter bevordering van de integratie van vreemdelingen waarbij gewezen wordt op hun specifieke behoeften en voorzien wordt in de strategieën die ontwikkeld moeten worden om daarop in te spelen op elk grondgebied bediend door een centrum bedoeld in Titel IV;

8° het tolken in een sociale context: de structuur die de communicatie tussen vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en vakmensen van de psycho-medisch-sociale en administratieve sectoren vergemakkelijkt om hun toegang te verlenen tot de dienstverleningen;

9° tolkdienst in een sociale context: de operator die het tolkaanbod in een sociale context verstrekt aan publieke of private rechtspersonen die een dienst in de sociale context organiseren en die daarom vragen;

10° gebruikende dienst: de openbare of privé-rechtspersoon die een dienst in de sociale context organiseert en die een beroep doet op een tolkdienst in een sociale context;

11° centra: de gewestelijke integratiecentra bedoeld in Titel IV van Boek II van het tweede deel van het Wetboek;

12° platforms: werkgroepen georganiseerd door de centra met als doel collectieve ondersteuning te bieden en het aanbod van plaatselijke integratie-initiatieven en lokale actoren te coördineren met betrekking tot thema's die verband houden met de opdrachten die onder hun subsidiëring vallen. ”;

b) in het tweede lid, worden de woorden “in de zin van het eerste lid, 3°,” vervangen door de woorden “in de zin van het eerste lid, 4°,”.

Art. 3. In artikel 151 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt punt 1° aangevuld met de volgende woorden: “door racisme en alle vormen van discriminatie te bestrijden, met inbegrip van discriminatie op grond van geslacht”.

Art. 4. Artikel 151/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 151/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 8 november 2018, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 151/2. Er is een overlegcomité opgericht met vertegenwoordigers van het Waalse Waarnemingscentrum voor de Integratie van Vreemdelingen, centra, instellingen voor tolken in een sociale context, plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen en begeleidingsdiensten voor NBMV's en voormalige NBMV's.

Het overlegcomité heeft tot doel sectorale informatie uit te wisselen, adviezen te verstrekken en toezicht te houden op de activiteiten van de in lid 1 bedoelde operatoren.

De samenstelling van het overlegcomité wordt door de Regering bepaald.”.

Art. 6. In het tweede deel, Boek II, Titel III, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8

november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden de woorden “*primo-arrivants*” telkens vervangen door de woorden “*personnes primo-arrivantes*” en worden de woorden “*du primo-arrivant*” telkens vervangen door de woorden “*de la personne primo-arrivante*”;

2° de woorden “*attest van deelname*” worden telkens vervangen door de woorden “*attest van beëindiging van het traject*”;

3° de woorden “*op voorstel van het in artikel 151/1 bedoelde coördinatiecomité*” en de woorden “*op voorstel van het Coördinatiecomité bedoeld in artikel 151/1*” worden telkens opgeheven.

Art. 7. In artikel 152 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt het vierde lid aangevuld met de zin “De Regering kan deze bevoegdheid tot informatieverstrekking uitoefenen ” en wordt, in de Franse versie, het woord “*orientés*” vervangen door het woord “*orientées*”.

Art. 8. In artikel 152/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “De inhoud en de vorm van de in artikel 152, eerste lid, 1°, bedoelde onthaalmodule” vervangen door de woorden “De modaliteiten voor de organisatie van de in artikel 152, tweede lid, 1°, bedoelde onthaalmodule”. In hetzelfde lid van de Franse versie wordt het woord “*soumis*” vervangen door het woord “*soumises*” en wordt het woord “*fixés*” vervangen door de woorden “*fixées*”;

b) in lid 2 wordt punt 3° vervangen als volgt:

“3° een hulp bij administratieve formaliteiten of doorverwijzing naar geschikte hulpdiensten;”;

c) 4° in lid 2, 4°, worden de woorden “een evaluatietest van het niveau van de Franse taal”

d) in lid 4 wordt het woord “*de*” vervangen door het woord “*een*” en worden de woorden “de sociale tolkinstelling” vervangen door “de instelling voor tolken in een sociale context”.

Art. 9. In artikel 152/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"De sociale balans heeft tot doel:

1° het verplichte karakter van de opleiding van het integratietraject te bevestigen;

2° de behoeften van de nieuwkomer te identificeren op basis van zijn persoonlijke vaardigheden en ervaring en de verworvenheden van de nieuwkomer te evalueren om hem in staat te stellen deze te verbeteren;

3° de ondersteuningsbehoeften te identificeren. ";

b) in lid 3 worden de woorden "binnen een termijn van één maand" vervangen door de woorden "en stelt hij hem binnen drie maanden in kennis van het doel van de verwerking van de verzamelde gegevens";

c) lid 4 wordt vervangen door wat volgt:

"De gegevens die in het kader van de sociale balans bij de nieuwkomer worden verzameld, hebben betrekking op geslacht, nationaliteit, verblijfsstatuut in België, gezondheid en gezin voor de doelstelling bedoeld in lid 2, 1°, diploma en tewerkstelling voor de doelstelling bedoeld in lid 2, 1° en 2°, huisvesting en sociale zekerheid voor de doelstelling bedoeld in lid 2, 3°. Deze gegevens worden gecodeerd in het instrument bedoeld in artikel 152/9. ";

d) in lid 5 worden de woorden "andere persoonsgegevens" vervangen door de woorden "andere gegevens" en worden de woorden "en met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" opgeheven;

e) er wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Gevoelige gegevens moeten worden verwerkt door of onder de verantwoordelijkheid van een gezondheidswerker die onderworpen is aan een geheimhoudingsplicht, of door een andere persoon die eveneens onderworpen is aan een geheimhoudingsplicht. ";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "de nieuwkomer" vervangen door het woord "hem";

b) in lid 2 wordt het woord "omvat" vervangen door "voorziet in" en worden de woorden "een socio-professionele oriëntatie" vervangen door "doorverwijzing naar het aangepaste stelsel inzake socio-professionele inschakeling";

c) in lid 3 worden de woorden "socioprofessionele begeleiding" vervangen door de woorden "doorverwijzing naar het stelsel inzake socio-professionele inschakeling" en wordt, in de Franse versie, het woord *la* ingevoegd tussen het woord *sur* en het woord *base*;

d) 2° lid 4 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 5 worden de woorden "Op voorstel van het coördinatiecomité bepaalt de Regering de inhoud van de overeenkomst" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt de inhoud van de overeenkomst" en in de Franse versie wordt het woord *Convention* vervangen door het woord *convention*.

Art. 10. In artikel 152/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van openbare overheden" opgeheven; 2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° in lid 1°:

1) worden de woorden "De opleidingsmodules" vervangen door de woorden "De opleiding";

2) wordt het woord "zestien" vervangen door het woord "tweeëndertig";

3) wordt het woord "omvatten" vervangen door het woord "omvat";

b) in het tweede lid worden de woorden "volledige of gedeeltelijke" opgeheven;

c) lid 3 wordt vervangen door wat volgt:

"De centra verrichten de positioneringstest bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, 4°, evenals een test voor de validatie van de verworven kennis aan het einde van de cursus. De Regering kan deze bevoegdheden delegeren. ";

3° in het vierde lid worden de woorden "op voorstel van het Coördinatiecomité bedoeld in artikel 151/1" vervangen door de woorden "op voorstel van het overlegcomité bedoeld in artikel 151/2. ".

Art. 11. In artikel 152/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "van openbare overheden" opgeheven;

b) in lid 2, 4°, worden de woorden "in het kader van de thematische projectenoproep waarvan de Regering de modaliteiten bepaalt" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten bepaald door de Regering";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 wordt het woord "vier" vervangen door het woord "acht";

b) in lid 2, 10°, worden de woorden "de gelijkheid van kansen en van geslachten" vervangen door de woorden "de gelijkheid van kansen door de bestrijding van alle vormen van discriminatie, met inbegrip van die welke verband houden met de bestrijding van racisme en discriminatie op grond van geslacht";

c) in lid 3 worden de woorden "Het in artikel 151/1 bedoelde coördinatiecomité bepaalt op voorstel van de centra" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt op voorstel van het waarnemingscentrum";

d) het wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt :

"De Regering stelt de procedures vast voor het organiseren van de opleiding tot burgerschap. ";

3° het wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

" § 3. De opleiding tot burgerschap wordt georganiseerd in het Frans of in een taal die de nieuwkomer begrijpt.

Degene die tijdens de positioneringstest gemiddeld een niveau Frans lager dan A2 heeft behaald, wordt door het centrum doorverwezen naar een opleiding in een taal die de nieuwkomer begrijpt.

De Regering bepaalt de bijkomende minimumvaardigheden die vereist zijn voor opleiders voor burgerschap in het geval van opleidingen in een andere taal dan het Frans.

§ 4. De opleidingen tot burgerschap, de inburgeringscursussen of de sociale oriëntatie die worden gevolgd en erkend in een andere Belgische gemeenschap of een ander Belgisch gewest, worden gelijkgesteld met de opleiding tot burgerschap die wordt gegeven in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest. ”.

Art. 12. In artikel 152/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “De socio-professionele oriëntatie” worden vervangen door de woorden.

“oriëntatie naar het aangepaste stelsel voor socio-professionele inschakeling.”.

2° het wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

“De Regering bepaalt de modaliteiten voor de organisatie van deze oriëntatie.”.

Art. 13. In artikel 152/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018 en bij het decreet van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in lid 1 worden de woorden “meldt de nieuwkomer zich op” vervangen door de woorden “neemt de nieuwkomer contact op met”;

2) in het tweede lid van de Franse versie wordt het woord “inscrit” vervangen door het woord “inscrite”;

3) het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin:

“De Regering mag deze informatiebevoegdheid uitoefenen. ”;

b) in paragraaf 2 worden de woorden “achttien maanden” vervangen door de woorden “drie jaar” en worden de zinnen “De Regering kan die termijn verlengen. Ze bepaalt de modaliteiten die de verlengingsprocedure regelen.” opgeheven;

c) paragrafen 3, 4 en 5 worden vervangen als volgt:

“ § 3. Van de in de § § 1 en 2 bedoelde verplichtingen worden vrijgesteld:

1° de personen die reeds in het bezit zijn van het in paragraaf 2 bedoelde certificaat of enig ander soortgelijk certificaat afgeleverd door een andere gemeenschap of een ander gewest van België;

2° de personen die een medisch attest voorleggen waarin staat dat ze het integratietraject niet kunnen volgen of voortzetten;

3° de personen die door middel van een medisch attest bewijzen dat zij bijstand verlenen aan een gezinslid, zoals bepaald in artikel 150, tweede lid, waardoor het onmogelijk is het integratietraject te volgen of voort te zetten;

4° de personen die een getuigschrift of een diploma van het Belgisch onderwijs hebben behaald;

5° de personen van minder dan 18 jaar of de personen van 65 jaar of meer;

6° de personen die gedurende meer dan drie maanden ten minste halftijds als werknemer of in het kader van een leerovereenkomst werken;

7° de personen die gedurende meer dan drie maanden ten minste halftijds als werknemer of in het kader van een leerovereenkomst werken;

8° de personen die als uitzendkracht werken voor een periode van ten minste drie maanden op deeltijdse basis;

9° meewerkende echtgenoten die gedurende meer dan drie maanden minstens deeltijds effectieve hulp bieden;

10° de personen die een voorbereidende of kwalificerende beroepsopleiding volgen van ten minste achttien uur per week gedurende meer dan drie maanden;

11° de personen die de tijdelijke bescherming bedoeld in de artikelen 57/29 tot 57/36 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen genieten;

12° de reguliere studenten en uitwisselingsstudenten in het secundair of hoger onderwijs van een door de Belgische overheid erkende instelling;

13° personen die een beurs ontvangen om een doctoraat te behalen en docenten die werken in een door de Belgische overheid erkende instelling voor hoger onderwijs;

14° de Turkse onderdanen en de onderdanen van staten die met de Europese Unie associatieovereenkomsten hebben gesloten die een standstill-clausule bevatten die identiek is aan die welke de betrekkingen tussen de Europese Unie en Turkije regelt.;

De familieleden bedoeld in 3° zijn echtgenoten, afhankelijke rechtstreekse afstammelingen en afhankelijke rechtstreekse ascendenten.

§ 4. Personen die al één of meerdere stappen hebben doorlopen van een integratietraject dat georganiseerd wordt in een andere gemeenschap of een ander gewest van België, zijn vrijgesteld van deze stappen, met uitzondering van taalopleidingen in een andere taal dan het Frans.

§ 5. De nieuwkomer is onderworpen aan de in paragraaf 2 bedoelde verplichting totdat hij het in artikel 152/3, § 4 bedoelde certificaat heeft verkregen, met uitzondering van :

1° een nieuwkomer die voldoet aan één van de voorwaarden vermeld in paragraaf 3 in elk stadium van zijn traject;

2° een nieuwkomer die een bevel krijgt om het land te verlaten of die het land vrijwillig verlaat;

3° een nieuwkomer die niet meer in een Waalse gemeente van het Franse taalgebied woont. Een nieuwkomer die vóór het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn opnieuw in een Waalse gemeente van het Franse taalgebied verblijft, is opnieuw onderworpen aan de in paragraaf 2 bedoelde verplichting. ”;

d) het wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt :

" § 6. Het centrum geeft een attest van vrijstelling af aan een nieuwkomer die aan een van de voorwaarden in paragraaf 3 voldoet.

§ 7. Een nieuwkomer die in een penitentiair centrum gedetineerd is, komt in aanmerking voor een opschorting van de in paragraaf 2 bedoelde termijn tot het einde van zijn detentie. "

Art. 14. In artikel 152/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 van de Franse versie wordt het woord "mis" vervangen door het woord "mise", wordt het woord "réputé" vervangen door het woord "réputée" en worden de woorden "s'il" vervangen door de woorden "si elle"; de woorden "van het integratietraject" worden opgeheven;

b) in lid 2 worden de woorden "van het Wetboek" opgeheven;

c) in lid 3 van de Franse versie wordt het woord "il" vervangen door het woord "elle"; het woord "drie" wordt vervangen door het woord "twaalf";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "van het Wetboek" opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

a) in lid 1 worden de woorden "de overtredingen vast te stellen en" ingevoegd tussen de woorden "De Regering is bevoegd om" en de woorden "de in § 1 bedoelde administratieve boetes op te leggen";

b) het wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt :

"De administratieve boete wordt opgelegd binnen een periode van maximaal twee jaar na de ontdekking van de overtreding. "

4° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

a) in lid 1 van de Franse versie worden de woorden "ce dernier" vervangen door de woorden "cette dernière", wordt het woord "entendu" vervangen door het woord "entendue", wordt het woord "assisté" vervangen door het woord "assistée" en wordt het woord "représenté" vervangen door het woord "représentée";

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

Wanneer de nieuwkomer geen administratieve geldboete wordt opgelegd omdat hij de middelen van verdediging heeft aanvaard, moet hij binnen twaalf maanden nadat hij in kennis is gesteld van het besluit om geen administratieve geldboete op te leggen, voldoen aan de in artikel 152/7, § 2, bedoelde verplichting. "

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van een termijn van zestig kalenderdagen vanaf de datum van kennisgeving, tenzij beroep is ingesteld overeenkomstig § 6. "

5° paragraaf 5/1 wordt opgeheven;

6° in paragraaf 6, tweede lid, worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "zestig dagen";

7° paragraaf 7 wordt aangevuld door hetgeen volgt:

"Een vordering tot betaling van een administratieve geldboete verjaart door verloop van vijf jaar na de datum waarop zij is ontstaan. De verjaring wordt gestuit op de wijze en onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek. "

8° in paragraaf 8 worden de woorden "uiterlijk op 1 januari 2017" en de woorden "De Regering kan de termijn met twee jaar verlengen." opgeheven.

Art. 15. In Titel III van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk 5, dat de artikelen 152/10 en 152/11 omvat, en dat ingevoegd is bij het decreet van 27 maart 2014, opgeheven.

Art. 16. In Titel III van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk 4, opgeheven bij het decreet van 8 november 2018, hersteld in de volgende lezing:

"Verwerking van persoonsgegevens".

Art. 17. Artikel 152/9, opgeheven bij het decreet van 8 november 2018, wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 152/9. § 1. De Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie heeft een geautomatiseerd instrument ontwikkeld om het integratietraject op te volgen.

Met dit instrument:

1° kunnen de centra vertrouwelijke individuele dossiers aanmaken op naam van elke vreemdeling die een integratietraject start, de dossiers opvolgen en de relevante en nodige documenten en attesten bijvoegen;

2° kan de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie de toepassing van de regelgeving met betrekking tot het integratietraject controleren en zorgen voor de opvolging van sancties;

3° kunnen de centra zorgen voor het beheer en de organisatie van de opleidingen die in het kader van het integratietraject worden gegeven;

4° kunnen de centra en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie het integratietraject statistisch op te volgen. De gegevens die in deze context worden verzameld, worden geanonimiseerd.

De verzamelde gegevens mogen alleen worden verwerkt voor de hierboven genoemde doeleinden.

§ 2. De gegevens die in het geautomatiseerde opvolgingsinstrument worden verzameld en verwerkt, zijn alle gegevens die nodig zijn om het in artikel 152 bedoelde integratietraject uit te voeren. De categorieën van verwerkte gegevens worden beschreven in artikel 152/3, § 1, leden 4 en 5.

De verzamelde gegevens kunnen alleen worden geraadpleegd door de centra en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie.

§ 3. De Centra en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie zijn samen verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens vermeld in paragraaf 2 met betrekking tot de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens. De modaliteiten met betrekking tot de toewijzing van verantwoordelijkheden worden vastgelegd in een overeenkomst.

§ 4. Gegevens verzameld voor de doeleinden vermeld in paragraaf 1, 1^o tot 4^o, worden veilig bewaard gedurende drie jaar na het afsluiten van het dossier, met uitzondering van de gegevens die moeten worden opgenomen op het attest van beëindiging van het integratietraject, die tien jaar worden bewaard. Het dossier wordt afgesloten wanneer het attest van beëindiging van het traject wordt afgeleverd, wanneer aan één van de voorwaarden vermeld in artikel 152/7, § 5 is voldaan of wanneer de persoon is overleden.

§ 5. De gegevens in het opvolgingsinstrument worden gedeeld tussen de centra en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en Sociale Actie. Elk centrum heeft alleen toegang tot gegevens over vreemdelingen binnen hun ambtsgebied. In het geval van een verhuizing worden de gegevens veilig doorgestuurd naar het betreffende centrum via het opvolgingsinstrument.

§ 6. De Regering kan preciezere voorwaarden bepalen voor de terbeschikkingstelling, de aanpassing en het gebruik van het geautomatiseerde opvolgingsinstrument voor het integratietraject en de uitwisseling van elektronische gegevens. Zij kan het gebruik van het geautomatiseerde opvolgingsinstrument uitbreiden tot plaatselijke integratie-initiatieven die belast zijn met Franse taal- en burgerschapsopleidingen voor het beheer van opleidingen onder de voorwaarden van dit artikel. ”.

Art. 18. In het opschrift van de Franse versie van Titel IV van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, worden de woorden “pour l'” vervangen door het woord “d”.

Art. 19. In artikel 153 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016 en bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

“De gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen hebben tot doel:

1^o het integratietraject te ontwikkelen, uit te voeren en te organiseren overeenkomstig de artikelen 152 en volgende;

2^o de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen die bedoeld zijn in de artikelen 15 en volgende, te begeleiden, de in artikel 150, 11^o bedoelde platforms te organiseren en de integratie-activiteiten in het kader van de plaatselijke integratieplannen te coördineren;

3^o de sociale, economische en politieke deelname van vreemdelingen en de interculturele uitwisselingen aan te moedigen;

4^o integratie-activiteiten in hun ambtsgebied te coördineren;

5^o bij te dragen tot de sociale en socio-professionele inschakeling van vreemdelingen door te zorgen voor complementariteit met bestaande stelsels inzake socio-professionele inschakeling;

6^o personen die rechtstreeks of onrechtstreeks in contact komen met vreemdelingen voor integratiekwesties op te leiden en te sensibiliseren;

7^o anonieme statistische gegevens op lokaal niveau te verstrekken aan het waarnemingscentrum bedoeld in artikel 153/8;

8^o overleg te plegen met de andere centra om coherente beleidsvormen over het hele grondgebied van het Franse taalgebied te voeren. ”;

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“Voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in lid 1, 5^o, werken de centra samen met de “Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ”overeenkomstig afdeling 2 van hoofdstuk 4 van het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden. ”.

Art. 20. Artikel 153/2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. 153/2. Om te worden erkend, moeten de centra voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o de in artikel 153 bedoelde opdrachten uitoefenen;

2^o beschikken over lokalen aangepast aan de uitoefening van hun opdrachten, aan het onthaal van hun personeel en van de begunstigen om het vertrouwelijke onderhoud mogelijk te maken, alsook over een secretariaat en een vergaderlokaal voor ten minste twintig personen;

3^o in hun bestuurs- en beheersorganen, openbare overheden en verenigingen meetellen die over een gelijk stemmental beschikken;

4^o een positieve evaluatie van de Regering genieten inzake administratief en boekhoudkundig beheer voor de uitoefening van de opdrachten die het voorwerp uitmaken van de erkenningsaanvraag.

De lokalen bedoeld in het eerste lid, 2^o, voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden.

De Regering bepaalt de evaluatiecriteria voor het administratief en boekhoudkundig beheer bedoeld in lid 1, 4^o.

De centra kunnen bij de Minister volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een aanvraag tot afwijking van de in 3^o bedoelde voorwaarde indienen. ”.

Art. 21. De artikelen 153/3 en 153/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden opgeheven.

Art. 22. In artikel 153/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden “bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent” worden vervangen door de woorden “per aangetekende zending of langs elektronische weg”;

2^o de zin “Het dossier bevat op zijn minst :

1^o de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

2^o de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

3° het organigram van het personeel;

4° de lijst van de lokalen. " wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 153/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan de centra een jaarlijkse subsidie toekennen als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten die verbonden zijn aan de uitvoering van de in artikel 153 bedoelde opdrachten. "

Art. 24. In boek II van hetzelfde Wetboek wordt een Titel IV/1 als opschrift "Waals Waarnemingscentrum voor de integratie van vreemdelingen" ingevoegd.

Art. 25. In Titel IV/1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een hoofdstuk 1 met als opschrift "Opdrachten" ingevoegd.

Art. 26. Artikel 153/8, opgeheven bij het decreet van 8 november 2018, wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 153/8. Het Waalse Waarnemingscentrum voor de integratie van vreemdelingen heeft de volgende opdrachten:

1° educatieve, methodologische, analytische en opleidingsondersteuning bieden aan de sector van de integratie van vreemdelingen;

2° analyses, voorstellen en aanbevelingen opstellen en aan de Regering om de vijf jaar een evaluatie van het integratiebeleid en van de voorstellen voor de verbetering ervan overmaken;

3° ingaan op diverse verzoeken van de Regering om informatie te verstrekken voor studies of onderzoeken over de thema's integratie en diversiteit;

4° een overkoepelend integratiebeleid bevorderen;

5° aan de Regering de lijst van de statistische indicatoren voorstellen die moet worden goedgekeurd om de behoeften vast te stellen en het integratiebeleid te evalueren;

6° jaarlijks de kwantitatieve gegevens over het integratietraject verzamelen en aan de Regering overmaken;

7° vraag en aanbod van taalopleidingen Frans in het Waals Gewest volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten coördineren.

De in 2° vermelde evaluatie analyseert in het bijzonder de impact van het integratiebeleid op de werkgelegenheid en de armoedebestrijding bij vreemdelingen. "

Art. 27. In Titel IV/1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een hoofdstuk III met als opschrift "Erkenning" ingevoegd.

Art. 28. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 153/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153/9. De Regering kan een waarnemingscentrum voor de integratie van vreemdelingen, hierna "waarnemingscentrum" genoemd, erkennen dat voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° worden opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting, een instelling van openbaar nut, een lokale overheid of een internationale vereniging zonder winstoogmerk met zetel in Wallonië in het Franse taalgebied;

2° de in artikel 153/8 bedoelde opdrachten over het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied uitoefenen;

3° over lokalen beschikken die aangepast zijn aan de uitoefening van zijn opdrachten en aan het onthaal van zijn personeel en die de gezondheids- en veiligheidsnormen vervullen;

4° beschikken over de personele middelen om de in artikel 153/8 bedoelde opdrachten uit te voeren;

5° regelingen ontwikkelen die verband houden met het integratiebeleid;

6° in zijn bestuurs- en beheersorganen, openbare overheden en verenigingen meetellen;

7° een positieve evaluatie van de Regering genieten inzake administratief en boekhoudkundig beheer voor de uitoefening van de activiteiten die het voorwerp uitmaken van de erkenningsaanvraag.

De Regering bepaalt de evaluatiecriteria voor het administratief en boekhoudkundig beheer bedoeld in lid 1, 7°. "

Art. 29. In hetzelfde Hoofdstuk 2 wordt een artikel 153/10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153/10. Het waarnemingscentrum dient zijn erkenningsaanvraag per aangetekende zending of langs elektronische weg in bij de Regering.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag. "

Art. 30. In hetzelfde Hoofdstuk 2 wordt een artikel 153/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153/11. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur door de Regering toegekend.

Als meerdere verenigingen aan de voorwaarden van artikel 153/9 voldoen, wordt een selectie gemaakt.

De Regering bepaalt de verantwoordelijke voor de selectie alsook de modaliteiten ervan.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit Boek of van die welke krachtens dit Boek zijn vastgesteld.

De Regering bepaalt de procedures tot toekenning of intrekking van de erkenning. "

Art. 31. In Titel IV/1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een hoofdstuk 3 met als opschrift "Subsidiëring" ingevoegd.

Art. 32. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 153/12 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153/12. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan het waarnemingscentrum een jaarlijkse subsidie toekennen als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten in verband met de uitvoering van de in artikel 153/8 bedoelde opdrachten.

De Regering stelt de modaliteiten, het bedrag, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsvoorwaarden voor de subsidie vast. "

Art. 33. In Titel IV/1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een hoofdstuk 4 ingevoegd met als opschrift "Begeleidingscomité".

Art. 34. In hoofdstuk 4, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 153/13 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 153/13. Er is een begeleidingscomité opgericht om toezicht te houden op het werk van het waarnemingscentrum.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het begeleidingscomité. "

Art. 35. In artikel 154 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 2 worden de woorden "De initiatieven vervullen" vervangen door de woorden "De plaatselijke integratie-initiatieven vervullen".

b) het tweede lid wordt aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt:

"5° de bevordering van interculturaliteit;

6° de strijd tegen racisme;";

c) het wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de in het tweede lid bedoelde opdrachten.". "

Art. 36. Het opschrift van hoofdstuk 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt: "Erkenning en programmering".

Art. 37. In artikel 154/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de woorden ", plaatselijke besturen, instellingen van openbaar belang of stichtingen" worden ingevoegd tussen de woorden "verenigingen zonder winstoogmerk" en de woorden "als plaatselijke initiatieven";

2) in 2° wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee";

3) in 3° worden de woorden "voor het geheel van de activiteiten van de vzw of het plaatselijk bestuur" ingevoegd tussen de woorden "over minstens één voltijds equivalent" en het woord "beschikken";

4) in 4° wordt het woord "en" ingevoegd tussen de woorden "hun opdrachten," en de woorden "aan het onthaal" en worden de woorden "om het vertrouwelijke onderhoud mogelijk te maken, alsook over een secretariaat en een vergaderlokaal voor ten minste twintig personen" opgeheven;

5) in 6° wordt het woord "activiteiten" vervangen door het woord "opdrachten";

b) lid 2 wordt vervangen als volgt: "De in het eerste lid, 3°, bedoelde lokalen voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden en aan de door de Regering bepaalde voorwaarden";

c) lid 3 wordt aangevuld met de volgende woorden:

", de minimaal vereiste omvang van de activiteiten en de evaluatiecriteria voor het administratief en boekhoudkundig beheer bedoeld in lid 1, 6°";

d) het wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

"De Regering is bevoegd om een programma vast te stellen om op het hele Waalse grondgebied een aanbod van diensten te leveren in overeenstemming met de opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid. "

Art. 38. In artikel 154/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent" worden vervangen door de woorden "per aangetekende zending of langs elektronische weg";

2° de zin "Dit dossier bevat op zijn minst:

1° de omschrijving van de activiteiten die het voorwerp uitmaken van de erkenningsaanvraag;

2° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

3° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

4° het organigram van het personeel;

5° de lijst van de lokalen. " wordt opgeheven.

Art. 39. Artikel 154/4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 154/4. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen een jaarlijkse subsidie toekennen als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten voor de uitvoering van de in artikel 154, lid 2, bedoelde opdrachten.

De Regering stelt de modaliteiten, het bedrag, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsvoorwaarden voor de subsidie vast. "

Art. 40. De artikelen 155/1 en 155/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden opgeheven.

Art. 41. Artikel 155/2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 155/2. De Regering kan een of meerdere sociale tolkinstellingen erkennen die belast zijn met de organisatie van het tolkaanbod in een sociale context, hierna "instellingen" genoemd, en die de volgende voorwaarden moeten vervullen:

1° worden opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting, een instelling van openbaar nut, een lokale overheid met zetel in Wallonië in het Franse taalgebied;

2° over lokalen beschikken die aangepast zijn aan de uitoefening van hun opdrachten en aan het onthaal van het personeel en die de gezondheids- en veiligheidsnormen vervullen;

3° de in artikel 155 bedoelde opdrachten over het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied fysiek uitoefenen;

4° in hun bestuurs- en beheersorganen, openbare overheden en verenigingen meetellen die over een gelijk stemmental beschikken;

5° over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling en de kwalificatie door de Regering wordt bepaald;

6° een positieve evaluatie van de Regering genieten inzake administratief en boekhoudkundig beheer voor de uitoefening van de activiteiten die het voorwerp uitmaken van de erkenningsaanvraag;

7° ten minste vijf van de populairste talen in het Franse taalgebied bestrijken.

De Regering bepaalt de evaluatiecriteria voor het administratief en boekhoudkundig beheer bedoeld in lid 1, 6°. ”.

Art. 42. In artikel 155/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° de woorden “bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent” worden vervangen door de woorden “per aangetekende zending of langs elektronische weg”;

b) in lid 2 worden de woorden “alsook de procedure voor de oproep tot de kandidaten” opgeheven;

c) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel 155/4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de tweede en derde leden opgeheven.

Art. 44. Artikel 155/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 155/6. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan de instellingen die overeenkomstig de artikelen 155/1 en volgende zijn erkend, een jaarlijkse subsidie toekennen als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten die verbonden zijn aan de uitvoering van de in artikel 155 bedoelde opdrachten.

De Regering stelt de modaliteiten, het bedrag, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsvoorwaarden voor de subsidie vast. ”.

Art. 45. In Boek II van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Titel VI/1, ingevoegd bij het decreet van 8 november 2018, vervangen als volgt:

”Begeleidingsdiensten voor zelfraadzaamheid van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en voormalige niet-begeleide minderjarige vreemdelingen”

Art. 46. In Titel VI/1 van hetzelfde wetboek wordt vóór artikel 155/7 een hoofdstuk 1 ingevoegd met als opschrift “Opdrachten”.

Art. 47. In Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 46, wordt artikel 155/7 vervangen door wat volgt:

”Art. 155/7. Begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en voormalige niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, hierna “begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV’s genoemd, zijn gericht op de integratie van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en voormalige niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, hierna “jongeren” genoemd, en dragen bij tot de volgende doelstellingen:

1° de moeilijkheden verlichten die inherent zijn aan ballingschap, zelfstandig leven buiten een geïnstitutionaliseerde omgeving en de overgang naar volwassenheid;

2° sociaal isolement doorbreken en het sociale netwerk versterken;

3° de emancipatie, zelfontplooiing en het gevoel van veiligheid van jongeren bevorderen.

De Begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV’s vervullen de volgende opdrachten:

1° jongeren intensief en uitgebreid ondersteunen bij het verwerven van zelfredzaamheid en verantwoordelijkheid, ten minste op alle volgende gebieden:

a) toegang tot en behoud van huisvesting;

b) sociaal-administratieve opvolging;

c) schoolopleiding of socio-professionele inschakeling;

d) toegang tot geestelijke en lichamelijke gezondheid;

e) de ontwikkeling van het sociale, gezins-, culturele en sportieve leven;

2° werken in synergie met de diensten, instellingen of verwijzende personen waarmee de jongere in contact komt, met inachtneming van de beroepsethiek en het beroepsgeheim;

3° zorgen voor complementariteit met bestaande interne of externe diensten, met inbegrip van diensten ontwikkeld in het kader van jeugdhulp;

4° de jongere doorverwijzen naar de juiste structuren of diensten;

5° actief deelnemen aan het netwerk van actoren belast met het publiek om de beste praktijken uit te wisselen en gezamenlijke discussies te voeren met als doel de kennis van het publiek, de kwaliteit van de opdrachten en de expertise voortdurend te verbeteren.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de in het tweede lid bedoelde opdrachten. ”.

Art. 48. In Titel VI/1 van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 2 met als opschrift “Erkenning en programmering” ingevoegd.

Art. 49. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 48, wordt een artikel 155/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 155/8. § 1. De Regering kan verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen, instellingen van openbaar belang of plaatselijke besturen die aan de volgende voorwaarden voldoen, erkennen als begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV's:

1° de in artikel 155/7, tweede lid, bedoelde opdrachten in het Franse taalgebied ontwikkelen;

2° gedurende ten minste twee jaar de opdrachten bedoeld in artikel 155/7, tweede lid, uitoefenen;

3° over een periode van twee jaar ten minste dertig begeleidingen voor zelfredzaamheid van het publiek bedoeld in artikel 150, 5° en 6° hebben verricht;

4° beschikken over ten minste één voltijds equivalent voor alle activiteiten van de vzw of het plaatselijk bestuur;

5° over lokalen beschikken die aangepast zijn aan de uitoefening van hun opdrachten en aan het onthaal van het personeel en van de begunstigden, en die de gezondheids- en veiligheidsnormen vervullen;

6° een positieve evaluatie van de Regering genieten inzake administratief en boekhoudkundig beheer voor de uitoefening van de activiteiten die het voorwerp uitmaken van de erkenningsaanvraag;

7° een gemeenschappelijk deontologisch handvest voor begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV's ondertekenen, waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald.

De Regering bepaalt de kwalificaties, titels en diploma's van het personeel bedoeld in lid 1, 4°, en de evaluatiecriteria op het vlak van administratief en boekhoudkundig beheer bedoeld in lid 1, 6°.

§ 2. De Regering wordt gemachtigd om een programma van de begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV's vast te stellen. "

Art. 50. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 48, wordt een artikel 155/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 155/9. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg bij de Regering ingediend.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag. "

Art. 51. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 48, wordt een artikel 155/10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 155/10. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur door de Regering toegekend.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit Boek of van die welke krachtens dit Boek zijn vastgesteld.

De Regering bepaalt de procedures tot toekenning of intrekking van de erkenning. "

Art. 52. In Titel VI/1 van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 3 met als opschrift "Subsidiëring" ingevoegd.

Art. 53. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 52, wordt een artikel 155/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 155/11. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan de begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van NBMV's een jaarlijkse subsidie toekennen als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten die verbonden zijn aan de uitvoering van de in artikel 155/7, tweede lid, bedoelde opdrachten.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsvoorwaarden voor die subsidies vast. "

Art. 54. In artikel 156, tweede li, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de woorden "die ze nodig achten voor" vervangen door de woorden "die nodig zijn voor".

Art. 55. Artikel 157 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 november 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art 157. § 1. De verenigingen zonder winstoogmerk erkend als gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen bij de inwerkingtreding van dit decreet beschikken over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 153 tot 153/7 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De verenigingen erkend als plaatselijke integratie-initiatieven beschikken over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 154 tot 154/4 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

§ 3. De vereniging zonder winstoogmerk erkend als tolkdienst in een sociale context bij de inwerkingtreding van dit decreet beschikt over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 155 tot 155/6 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten. "

Art. 56. Artikel 157/1 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 8 november 2018, wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 157/1. De nieuwe bepalingen van Titel III zijn niet van toepassing op nieuwkomers die hun verblijfsvergunning hebben aangevraagd in een gemeente van het Franse taalgebied vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluit. "

Art. 57. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het uitvoeringsbesluit ervan in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 maart 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1610 (2023-2024) Nrs. 1 tot 7

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/003453]

4 APRIL 2024. — Ordonnantie houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de “Intergovernmental Authority on Development”, gedaan te Brussel op 16 februari 2022 (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de “Intergovernmental Authority on Development”, gedaan te Brussel op 16 februari 2022, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

Nota

(1) Documenten van het Parlement:

Gewone zitting 2023-2024

A-766/1 Ontwerp van ordonnantie

A-766/2 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 29 maart 2024

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/003453]

4 AVRIL 2024. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le 16 février 2022 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le 16 février 2022, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

Note

(1) Documents du Parlement:

Session ordinaire 2023-2024

A-766/1 Projet d'ordonnance

A-766/2 Rapport

Compte rendu intégral:

Discussion et adoption: séance du vendredi 29 mars 2024